

1.4. Le Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)

En instaurant un Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM), l'OHADA poursuit un double objectif : d'une part, fournir aux entreprises une précieuse source d'information, fiable et centralisée, sur la situation juridique et financière de leurs partenaires commerciaux, actuels ou futurs, leur permettant de connaître les engagements antérieurs de ces partenaires ; d'autre part, mettre en place un système de garanties plus efficace, car désormais seulement l'inscription de certaines garanties valablement prises sur le RCCM a pour effet de les rendre opposables aux tiers.

Le RCCM est facilement accessible au niveau de chacun de ses trois échelons : le registre local (tenu au greffe de chaque tribunal compétent, que ce soient des tribunaux de commerce ou d'autres tribunaux en tenant lieu) ; le registre national, qui centralise les renseignements consignés dans les registres tenus au greffe, sa localisation géographique devant être déterminée par chaque Etat-partie à l'OHADA ; et le registre régional, tenu au siège de la Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA) à Abidjan, qui centralise les renseignements consignés dans chaque fichier national sur l'ensemble des opérateurs économiques opérant dans l'espace OHADA. Toutefois, il faut noter que certains Etats ont pris du retard dans l'envoi des informations nationales au registre régional tenu par la CCJA à Abidjan.

A titre d'exemple, en 2005 la République de Guinée dispose de six tribunaux de première instance (TPI) compétents en matière commerciale, chacun d'entre eux abritant son RCCM local. Les informations enregistrées dans les six RCCM étaient centralisées au registre national à Conakry, ainsi qu'au registre régional à Abidjan. Tout entrepreneur, national ou étranger, souhaitant investir dans une société basée en Guinée, peut obtenir auprès du RCCM, à l'un des trois niveaux (local, national, régional), des informations sur la situation juridique et financière de son éventuel partenaire.

Q. 47. En quoi consiste le Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) ?

C'est un ensemble de dossiers individuels assortis de fichiers récapitulatifs, qui configurent la vie des commerçants, que ce soit des personnes physiques ou morales. Le RCCM reçoit les mentions constatant les modifications survenues tout au long de la vie des entreprises depuis la date de leur immatriculation, et enregistre également leur radiation du registre.

Q. 48. Qu'est-ce que l'immatriculation ?

C'est la formalité par laquelle une personne physique ou morale déclare son existence et son activité commerciale par la transcription de ses renseignements au registre de commerce et de crédit mobilier (RCCM). Elle est personnelle et unique et constitue, en quelque sorte, son acte de naissance.

A l'exception de la société en participation (SEP), toute société doit être immatriculée au RCCM dans le mois de sa création. A ce titre, le RCCM reçoit l'immatriculation :

- Des personnes physiques ayant la qualité de commerçant.
- Des sociétés commerciales (SNC, SARL, SA, SCS) ayant leur siège sur le territoire d'un Etat.
- Des sociétés commerciales dans lesquelles l'Etat ou une personne morale de droit public est associée (les sociétés nationales, les sociétés d'économie mixte).

L'immatriculation au RCCM donne lieu à l'ouverture d'un dossier où est regroupé l'essentiel des informations concernant une entreprise : la dénomination sociale, le cas échéant, le nom commercial, le sigle ou l'enseigne, la ou les activités exercées, la forme de la société, l'adresse du siège social, la durée de la société, etc. De même, l'immatriculation au RCCM regroupe l'essentiel des informations concernant une personne physique ayant la qualité de commerçant : le nom, prénoms et domicile personnel, date et lieu de naissance, nationalité, le cas échéant, le nom sur lequel il exerce le commerce, ainsi que l'enseigne utilisée, la ou les activités exercées, etc.

Q. 49. Est-il possible de s'immatriculer sur plusieurs registres ?

Non. Il est interdit de s'immatriculer à titre principal sur plusieurs registres du commerce. Il en est de même des inscriptions multiples sur le même registre sous plusieurs numéros. En cas de transfert d'activité ou de siège,

le déclarant doit faire radier sa première immatriculation du registre du commerce du premier ressort de son activité et se faire inscrire au RCCM du nouveau ressort.

Q. 50. Pourquoi faut-il inscrire au registre du commerce votre société ainsi que les actes la concernant ?

Tout commerçant, personne physique et morale, est tenu de s'inscrire au RCCM pour acquérir une existence légale ; par ailleurs, pour être opposables aux tiers, les garanties prises sur vos partenaires d'affaires doivent être inscrites au RCCM.

L'inscription initiale doit être mise à jour périodiquement, en inscrivant tous les événements qui jalonnent la vie professionnelle du commerçant.

Q. 51. Quelles sont les conséquences de la non inscription au RCCM ?

Les sociétés n'acquièrent donc la personnalité juridique qu'à compter du jour de leur inscription au RCCM. Par conséquent, une société non-inscrite au RCCM en est dépourvue. Comme effet pratique découlant de cette carence, une telle société ne devrait pouvoir ni ouvrir un compte bancaire, ni ester en justice ni accomplir un quelconque acte juridique.

Les personnes physiques ayant la qualité de commerçant et les entreprises qui s'abstiennent de procéder à l'immatriculation ne peuvent se prévaloir de la qualité de commerçant. Cependant, elles supportent toutes les obligations du commerçant car elles ne peuvent s'abriter derrière l'absence d'immatriculation pour s'en soustraire.

En outre, lorsqu'un commerçant n'a pas procédé à l'immatriculation dans les délais requis, les tribunaux ont toujours la possibilité de rendre, soit d'office, soit à la requête du greffe ou de tout intéressé, une décision enjoignant l'intéressé de demander son immatriculation.

Enfin, toute personne s'abstenant d'accomplir les formalités exigées pour l'immatriculation, ou qui l'aurait effectué frauduleusement, peut être sanctionnée en vertu des lois pénales prises par les Etats-parties en vertu des normes OHADA.

Q. 52. Quel est l'intérêt de consulter le registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) avant de traiter avec certains partenaires ?

L'institution du RCCM vise à offrir aux entreprises une large possibilité d'informations commerciales sur la structure juridique et financière de leur partenaire. Ces informations sont indispensables pour vous permettre de traiter avec tout partenaire potentiel en connaissance de cause.

Ainsi, tout opérateur économique, national ou étranger, qui voudrait investir dans n'importe quel pays de l'espace OHADA peut disposer facilement d'éléments officiels d'appréciation de la situation économique et financière de ses partenaires potentiels.

Si vous pensez que l'entreprise est crédible à vue de ses stocks et de son matériel professionnel, vous pourriez vous rendre compte en consultant le RCCM que ce matériel est déjà nanti, c'est-à-dire qu'il a été donné en garantie de paiement d'une dette contractée auprès d'un tiers. En consultant le RCCM, vous pourriez également vous rendre compte que la société avec laquelle vous voulez traiter est en état de cessation de paiement.

C'est sur ce point que le Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) est appelé à jouer un rôle très important de centralisation des informations commerciales dans l'espace OHADA.

Q. 53. Faut-il inscrire au registre du commerce la cessation des activités ?

Oui. En cas de cessation d'activités, la radiation du registre doit être demandée. Elle vise à éliminer du RCCM les immatriculations fictives ou des coquilles vides.

La cessation peut être volontaire et, dans ce cas, c'est l'intéressé lui-même qui demande la radiation dans le délai d'un mois.

En ce qui concerne les personnes physiques ayant la qualité de commerçant, la cessation peut aussi résulter du décès du commerçant. Dans ce cas, il appartient aux héritiers de demander, dans le délai de trois mois, soit la radiation, soit la modification s'ils entendent continuer l'exploitation.

En cas de dissolution d'une entreprise, c'est le liquidateur qui doit demander la radiation dans les délais prescrits.

A défaut de radiation dans les délais susvisés, le greffier doit saisir le tribunal compétent. Tout intéressé peut également saisir le tribunal d'une requête de radiation d'une entreprise donnée.

Q. 54. Quel est l'intérêt de lire le JO et les journaux d'annonces légales ?

Tout entrepreneur doit lire les journaux d'annonces légales, ne serait-ce que pour être informé de la vie de ses partenaires (débiteurs, créanciers, fournisseurs et autres), ainsi que des sociétés ayant cessé leurs activités, au risque de perdre les chances de recouvrer ses créances à l'encontre d'un partenaire qui serait en difficulté à son insu.